

- LETTRE OUVERTE -

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers départementaux du groupe "La Drôme plus forte ensemble"

La CGT CD26 a appris, par les agents exerçant dans les Centres de santé sexuelle du Département, que vous aviez pris la décision de les fermer, tous.

Cette annonce est brutale pour les professionnel.les qui vont perdre leur emploi, mais également pour l'ensemble des Drômoises et Drômois qui sont accueilli.es dans ces centres.

Un centre de santé sexuelle c'est un espace d'orientation, d'information, de consultation, d'entretien. Un centre de santé sexuelle, c'est un espace de prévention, gratuit et ouvert à toutes et tous.

Lorsque l'on sait que cette fermeture est assortie d'une décision de baisse de financement de 20% du planning familial et des CSS des hôpitaux, nous ne pouvons que vous renvoyer à la cohérence de votre action politique. Cette action politique qui se veut "innovante et bienveillante" mais qui se matérialise par des décisions rétrogrades, qui font reculer drastiquement les droits des citoyen.es.

Alors même que l'aide sociale et la protection de l'enfance suffoquent. Alors qu'un cabinet est payé par le département pour penser une réorganisation des services médico-sociaux répondant à ce que vous qualifiez de "demande sociale grandissante", vous faites le choix politique de supprimer un des derniers outils de prévention !

Vous avez choisi une citation de Victor Hugo pour illustrer vos engagements envers les Drômoises et les Drômois dans votre Plan de Mandat, "Le propre de la solidarité c'est de ne point admettre d'exclusion", vous la contredisez littéralement par vos choix politiques.

Ce sont des couples, des femmes, des jeunes, des personnes précaires qui dans la Drôme de demain seront exclus des centres de santé sexuelle.

Ce sont elles et eux qui ne trouveront plus de consultations, de conseils et d'informations sur la maternité, les infections et maladies sexuellement transmissibles, sur la sécurité affective, la contraception, les violences conjugales, l'infertilité, la conjugalité, etc. sur un territoire déserté par les médecins généralistes et les spécialistes.

Ce sont plus généralement tous les citoyennes et citoyens qui dans la Drôme de demain paieront les conséquences de vos décisions.

La CGT CD26 s'oppose fermement à la fermeture des Centres de Santé Sexuelle et à la baisse de financement des structures qui garantissent la santé sexuelle de la population.

La CGT CD26 vous enjoint, Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers départementaux, à prendre la mesure des conséquences de vos choix politiques sur la santé et les droits des Drômoises et des Drômois.